

de la loi du 4 janvier 1823; il crut qu'en ouvrant la porte aux étrangers, et surtout aux Anglo-Américains, il allait établir une concurrence salubre et hâter à son profit les progrès de la culture et de la civilisation. C'étaient là de grandes erreurs; c'était mal connaître les populations mexicaines et celles des États de l'Union: les premières, paresseuses, sans industrie, sans activité; les secondes, hasardeuses, entreprenantes et douées au plus haut point de cette persévérance nécessaire à l'œuvre de la colonisation. En appelant de pareils hommes, c'était leur livrer le pays et constituer son indépendance dans un avenir plus ou moins prochain. La politique du Mexique était de maintenir entre lui et les États-Unis des déserts infranchissables. Cela ne fut point fait, et la colonisation se développa paisiblement pendant les présidences de Victoria et de Guerrero qui se succédèrent de 1824 à 1830. L'état du Mexique, ses luttes intérieures ne permettaient pas aux ambitieux de s'occuper d'autre chose que d'eux-mêmes. On se souciait assez peu de ce qui se passait dans les solitudes du Texas, hors du centre d'action de la guerre civile. Quelques années suffirent pour donner une force irrésistible d'expansion à l'élément étranger que le Mexique avait admis dans son sein. Les concessions de terres à vil prix se succédèrent; le besoin d'argent parlait plus haut à Mexico que toutes les considérations d'une politique d'avenir. A New-York, et sur d'autres points des États-Unis, on agiote scandaleusement sur ces ventes d'immenses territoires, dont vendeurs et acheteurs ne connaissaient pas les limites, et que réclamaient quelquefois deux propriétaires également porteurs de contrats en bonne forme. Dans cette colonie naissante, toute préoccupée des soins de son enfance, nuls projets politiques ne se mêlaient aux travaux de défrichements. Le Mexique se montrait, pour les premiers colons faibles et disséminés, bienveillant et protecteur. Lui qui proscrivait la traite des

nègres pour son compte, permit l'introduction des esclaves dans le Texas. Il croyait n'encourager que la culture des terres, et ne réfléchissait pas qu'il créait, entre les deux parties du même État, des intérêts entièrement opposés. Car, par la constitution fédérale, le Texas était réuni à la province de Cohahuila, où dominait exclusivement l'élément espagnol.

Huit ans s'étaient écoulés depuis le jour où les Anglo-Américains avaient mis le pied dans le Texas, et déjà ils en composaient presque toute la population, ils en possédaient presque toutes les terres cultivées. Entre leurs mains, le pays commençait à changer de face; leurs concitoyens des États de l'ouest et du sud savaient par eux ce qu'il valait. Rien alors, cependant, chez ces colons industriels et appliqués au défrichement, ne faisait pressentir le projet d'une séparation, et leurs vœux se bornaient tout au plus à former, par la suite, un des États de la grande confédération mexicaine. L'ambition du cabinet de Washington était d'une tout autre nature. Lui ne cachait pas le désir de porter les limites de l'Union jusqu'aux bords du Rio Bravo del Norte. Tous les États à esclaves n'étaient pas moins empressés d'acquiescer le Texas. On parlait tout haut d'en traiter avec la république mexicaine; on spéculait sur sa détresse financière, sur ses dissensions intérieures. Il paraît que le ministre Poinsett fut chargé de cette négociation, qui échoua complètement malgré l'adresse et l'activité du diplomate. Le sentiment national réunissant dans une même pensée tous les partis qui se disputaient le pouvoir, se révolta contre les prétentions du cabinet de Washington. Voici en quels termes le secrétaire d'État mexicain signalait devant le congrès la politique de ce cabinet :

« Les Américains du Nord, dit-il, commencent par s'introduire dans le pays qu'ils convoitent, sous prétexte d'opérations commerciales ou de colonisation, avec ou sans l'autorisation du gouvernement auquel ils appartiennent. Ces colonies grandissent, se

multiplient; deviennent bientôt l'élément principal de la population, et aussitôt ce fondement posé, les Américains du Nord commencent à élever des prétentions qu'il est impossible d'admettre. Leurs manœuvres dans le pays qu'ils veulent acquiescer se manifestent ensuite par l'arrivée d'explorateurs qui s'y établissent, la plupart, sous prétexte que leur résidence ne préjuge pas la question de souveraineté. Ces pionniers excitent peu à peu des mouvements qui troublent l'état politique du territoire en litige. Puis viennent des mécontentements et des collisions calculées de manière à fatiguer la patience du légitime propriétaire, et à diminuer les avantages de la possession. Quand les choses en sont arrivées à ce point, ce qui est précisément le cas du Texas, alors commence le travail de la diplomatie. L'inquiétude excitée dans le pays, les intérêts des nouveaux colons, les révoltes qu'ils provoquent parmi les aventuriers et les sauvages, l'obstination avec laquelle ils soutiennent leurs prétentions à la propriété du nouveau territoire, deviennent le sujet de notes, où la modération et la justice ne sont respectées que dans les mots, jusqu'à ce que, grâce à des incidents qui ne manquent jamais de se présenter dans le cours de pareilles négociations, il se conclut un arrangement aussi onéreux pour une des parties que favorable pour l'autre.

« Et quand les États-Unis ont réussi de cette façon à introduire leurs citoyens en majorité dans le pays qu'ils convoitent, ils profitent généralement, pour faire valoir leurs prétendus droits, du moment où leurs adversaires sont plongés dans les plus grands embarras. Telle est leur politique dans l'affaire du Texas. Leurs journaux se sont mis à examiner la convenance de l'acquisition de cette province, ils ont déclaré que le Rio Bravo est la limite naturelle des deux républiques, et ce qui est remarquable, c'est qu'ils ont commencé cette discussion lorsqu'ils ont vu le Mexique tout occupé à repousser l'invasion espagnole, persuadés proba-

blement que nous ne pourrions de longtemps songer à aucun autre ennemi. »

Ce document nous montre le gouvernement mexicain parfaitement instruit du danger dont il était menacé; il voyait enfin l'avenir du Texas, et les colons américains étendant leurs spéculations au-delà des bornes de cette province. Déjà les fils de Moses Austin et leurs compatriotes s'apprétaient à remonter le Rio Bravo sur des bateaux à vapeur; ils se proposaient d'attirer à eux le commerce des provinces septentrionales de la confédération mexicaine: gigantesque entreprise qui préparait une double invasion de l'état de Santa-Fé par les habitants du Missouri et du Texas. Le ministère Alaman crut arrêter ces ambitieux projets et le développement de la colonie en prohibant toute émigration ultérieure des Anglo-Américains. Tel fut l'objet de la loi rendue le 6 avril 1830: loi tardive et impuissante, qui ne fut respectée ni des Américains de la Louisiane et de l'Arkansas, ni des habitants des États voisins. Tous continuèrent de s'établir au Texas, malgré la surveillance de quelques postes mexicains jetés aux deux extrémités de la province; et la colonisation ne s'arrêta pas. Si quelque mesure pouvait la paralyser, c'était bien certainement l'abolition immédiate de l'esclavage dans toute l'étendue de la république mexicaine, ordonnée par Guerrero. Son décret du 15 septembre 1829, rigoureusement exécuté, eût ruiné le présent et empêché les citoyens des États-Unis de franchir plus tard la rivière Rouge et la Sabine; mais ce décret fut révoqué, en ce qui concernait le Texas, par le gouvernement qui succéda à celui de Guerrero. Toutefois Bustamente ne cessa d'avoir l'œil sur la nouvelle colonie. Convaincu qu'il aurait bientôt à lutter avec elle, il se préparait en silence au combat. Il dirigeait successivement sur ce point, et sous divers prétextes, de petits corps de troupes qui se montaient ensemble, en 1832, à douze cent

soixante-huit hommes; force assez faible, mais suffisante pour contenir une population peu nombreuse, disséminée et sans expérience militaire. Toutefois la présence et l'insubordination de ces troupes étrangères entretenaient dans les esprits ces vives et profondes irritations qui n'attendent qu'un prétexte pour se transformer en révolte. Les événements vinrent bientôt en aide à ces dispositions hostiles. Ceux qui précèdent la révolution du Texas se rattachent intimement à l'histoire intérieure du Mexique depuis 1830 jusqu'en 1834.

On était alors sous l'empire de la constitution fédérale de 1824; chaque province sous le nom d'État possédait sa législation, son gouverneur électif, son budget, et prétendait souvent à l'exercice sans contrôle du pouvoir souverain. De là les lois particulières en opposition à la législation générale, de là la prétention d'admettre ou de repousser toute disposition du congrès qui semblait contraire aux intérêts locaux. Le décret du 6 avril 1830 déplaisait fort à l'État de Cohahuila et Texas; ne l'exécuter qu'en partie parut un droit à son gouverneur. Dès l'année 1831, il nomma un commissaire pour mettre quelques émigrants en possession de terres qui leur avaient été précédemment concédées. Le gouverneur général des provinces orientales, mécontent de ce qu'il regardait comme un acte de désobéissance, fit jeter brutalement le commissaire en prison. Une autre fois, ce même gouverneur prononça la dissolution d'un corps municipal légalement élu, en établit un autre de son autorité privée, et défendit de procéder à de nouvelles élections sous peine d'exécution militaire. Dans le même temps, le commandant d'Anahuac fit arrêter plusieurs colons anglo-américains. A ce dernier abus de la force, leurs concitoyens établis dans cette partie de la province prennent les armes, paraissent devant la forteresse et somment le commandant de rendre la liberté à ses prisonniers. L'officier espagnol promet de l'accor-

der, mais demande deux jours pour remplir quelques formalités et mettre sa responsabilité à couvert. Il emploie traitreusement le délai consenti à faire venir en toute hâte, à son secours, la garnison de Nacogdoches. Elle arriva au moment où les insurgés se retiraient confiants dans la parole donnée. Cette perfidie n'eut point de succès. Les insurgés revinrent sur leurs pas, et firent si bonne contenance que le commandant du détachement de Nacogdoches s'estima fort heureux d'éviter le combat en garantissant la mise en liberté des colons, qui furent relâchés sur-le-champ.

Ces insurgés texiens étaient encore en armes quand ils eurent connaissance du *pronunciamiento* de la Vera-Cruz (janvier 1832) et du soulèvement des troupes de Santa-Anna contre l'administration de Bustamente, dont les délégués, par des actes arbitraires, venaient de provoquer leur ressentiment. Le système fédéral qu'il s'agissait de protéger avait toute leur sympathie. Ils redoutaient le triomphe du centralisme, dont ils ne pouvaient jamais attendre la reconnaissance du Texas comme État séparé, acheminement au gouvernement du pays par lui-même, vers lequel les populations anglo-américaines sont attirées comme par instinct. Le Texas fut donc unanime en faveur du fédéralisme. Les colons du Brazos, au nombre de cent dix-sept, furent les premiers à prendre les armes, avec John Austin à leur tête. Ils se mirent en marche pour rejoindre les insurgés d'Anahuac, et chemin faisant, ils s'emparèrent du fort de Velasco, qui fut bravement défendu par son commandant Ugartechea. Assiégés et assiégeants firent ici des prodiges de valeur. Aux coups de canon de la forteresse, les Texiens répondaient par des coups de carabine. Les excellents tireurs de l'ouest coupaient les mains des artilleurs à mesure qu'ils se montraient pour charger leurs pièces. Ugartechea, ne trouvant plus d'hommes pour cette besogne, se mit lui-même à l'œuvre. Son héroïque dévouement fit l'admiration des

Texiens qui, pouvant lui mettre une balle dans l'œil, cessèrent le feu. Le brave commandant vit aussi qu'il avait affaire à des gens trop résolus, pour continuer une défense désormais impossible: il se rendit.

Cependant, Santa-Anna vit autre chose dans cette insurrection qu'un mouvement en faveur du fédéralisme. Le but réel ne lui échappa pas, et loin de se fier aux apparences, il dépêcha le colonel Mexia avec quatre cents hommes, pour rétablir au Texas l'autorité de la république qu'il supposait fort ébranlée. Les chefs texiens appelèrent à leur secours ce que la diplomatie nomme adresse, habileté. Sous leur influence, l'assemblée générale des colons désavoua toute intention hostile au Mexique. Elle expliqua la dernière prise d'armes par le besoin de se défendre contre les actes arbitraires des agents de Bustamente, elle chercha à la rattacher encore au mouvement de la Vera-Cruz, et protesta de son dévouement à la politique de Santa-Anna. Mexia, satisfait de cette déclaration, repartit avec tout son monde. A peine eut-il quitté le sol du Texas, que les colons de Nacogdoches attaquèrent la forteresse de ce nom, la prirent et chassèrent la garnison. A la fin de l'été 1832, il ne restait pas un soldat mexicain dans la partie du Texas où se trouvaient établies les colonies anglo-américaines. Ce fut alors qu'elles se mirent à l'œuvre, et ne dissimulèrent plus leurs véritables projets. Elles se réunirent en convention dans la ville naissante de San-Felipe. Cette assemblée, qui n'avait rien de légal, passa plusieurs mois à rédiger une constitution pour le Texas, et finit par consigner dans une pétition au gouvernement de Mexico, les motifs qui la portaient à désirer une séparation de l'État de Cohahuila.

Nous nous plaignons, disaient les Texiens dans cette pétition, moins de quelques abus, que de l'absence totale de ce qui constitue un gouvernement. Il nous faut aller chercher à sept cents milles de nos demeures les tribunaux

chargés de rendre la justice. Cet éloignement laisse de grands crimes impunis, et nous prive, en certaines circonstances, de l'exercice de nos droits civils et politiques. Aucun fonds n'est voté pour l'instruction du peuple, et nous en gémissons, nous, anciens citoyens des États-Unis, qui mettons l'éducation des hommes au premier rang des devoirs d'un gouvernement. Les Texiens déploraient encore le régime fiscal en vigueur; ils le montraient comme ayant pour but de protéger le monopole des pitoyables manufactures du Mexique, et d'arrêter l'importation des choses les plus nécessaires à la vie civilisée. Le mauvais emploi des impôts n'était pas épargné, pas plus que les droits dont l'argent monnayé était frappé dans la circulation. Mais ce qui révoltait surtout les colons, c'était d'être laissés sans défense contre les attaques des sauvages, et d'être obligés de se garder eux-mêmes. Les colons demandaient encore que les lois cessassent d'être promulguées dans la langue espagnole; qu'égalité de protection fût accordée aux protestants; qu'ils fussent affranchis légalement de l'obligation de se soumettre aux pratiques de la religion romaine, qui répugnaient à leur conscience, et dont, à la vérité, ils s'étaient eux-mêmes affranchis.

On voit par cette longue suite de griefs, que ce n'était point seulement la question de l'esclavage, comme on l'a mal à propos supposé, qui portait les Texiens à cette séparation; il y avait encore un motif qu'ils n'avaient pas. Trop peu nombreux pour leurs projets d'avenir, ils voulaient, une fois constitués en État souverain, appeler leurs compatriotes de l'Union du Nord à prendre part à l'œuvre de la colonisation, en leur garantissant des droits politiques et civils dont la législation mexicaine se montrait fort avare. Ils chargèrent le général Stephen Austin de se rendre à Mexico et d'y négocier avec le gouvernement. Austin mit tout en œuvre pendant l'année 1833, pour obtenir la séparation demandée, ou du moins la

réforme des abus. Il représenta en termes très-vifs et presque menaçants, que si l'on ne voulait pas s'occuper des affaires de cette province, et prendre ses griefs en considération, la population se chargerait elle-même de ce soin. Le ministère tout entier aux basses intrigues des partis qui divisaient la république, et qui le divisaient lui-même, ne fit aucune attention aux demandes du Texas. Austin, fatigué des lenteurs qu'on lui faisait subir, écrivit à la municipalité de Bejar le peu de succès de ses démarches. Il accompagnait cette communication de conseils aux colons; il les engageait à prendre patience, à procéder par les voies légales, à organiser pacifiquement une administration locale. Cette lettre tomba entre les mains de ceux des membres de la municipalité opposés aux vues des colons anglo-américains; ils la firent passer au gouvernement central qui la trouva séditieuse. Austin avait déjà quitté Mexico et n'était pas loin du Texas, quand il se vit arrêté, reconduit dans la capitale et jeté en prison. C'était d'autant plus fâcheux pour lui, qu'il n'était point du tout d'avis d'un mouvement insurrectionnel et ne partageait que très-faiblement l'impatience de ses concitoyens. Sa captivité fut longue sans être sévère. C'était un de ces hommes qui suivent les grands mouvements politiques, mais qui ne les arrêtent ni ne les dirigent. Il fut rendu à la liberté dans l'année 1835.

Le jour de la lutte n'était pas éloigné. Le Mexique, sans cesse en travail d'une révolution, venait de renverser sa constitution de 1824, et de lui substituer un gouvernement central, œuvre de l'Église et de l'armée, que fit triompher ce même Santa-Anna, cet ambitieux vulgaire, toujours avide du pouvoir suprême; toujours ignorant des devoirs qu'on s'impose quand on veut commander à ses semblables; toujours ébloui de l'éclat de la puissance sans en comprendre la grandeur, et qui finit par se jeter dans les bras des centralis-

tes, après les avoir combattus, lorsqu'il se crut assuré de la faveur populaire.

Cette révolution ralluma le feu de la discorde dans une partie du Mexique. Les opinions se partagèrent suivant les intérêts. Au Texas, le mécontentement fut général, tandis que les autorités de Cohahuila se montraient favorables à la contre-révolution; mais bientôt une question d'argent changea leurs dispositions. Le trésor de la province était vide; le gouverneur proposa de le remplir en vendant une étendue considérable de terres du Texas. Des spéculateurs nombreux, Texiens et Anglo-Américains, se présentèrent; leurs offres furent acceptées. Mais les hommes qui les avaient faites étaient suspects à Mexico: le président refusa de sanctionner le traité, sous prétexte que l'État de Cohahuila n'avait pas le droit d'aliéner le domaine public, et moins encore de s'emparer du prix de la vente avant d'avoir versé dans le trésor de la république l'arriéré considérable qu'il lui devait. L'État de Cohahuila, qui se souciait fort peu de solder cet arriéré, ne tint pas compte de l'opposition du gouvernement central. Celui-ci, qui redoutait de voir la population du Texas s'accroître d'Anglo-Américains, résolut d'employer la force pour se faire obéir. Le général Cos, commandant supérieur des provinces orientales, reçut de Santa-Anna l'ordre de marcher avec sa division sur la capitale de l'État, et d'expulser la législature rebelle. Le gouverneur et plusieurs députés furent arrêtés, et les spéculateurs prirent la fuite; mais en rentrant au Texas, ils portèrent de rudes coups à l'ennemi commun. Ils allèrent de ville en ville, d'habitation en habitation, proclamant la guerre comme l'unique moyen d'échapper à despotisme de Santa-Anna. C'était promener l'étincelle sur une trainée de poudre. La guerre était populaire au Texas; on ne s'y faisait point illusion sur ses terribles chances; mais on n'ignorait pas qu'une victoire devait affranchir le pays et le

délivrer pour toujours des vexations et de l'avenir que la haine jalouse du Mexique lui préparait. Le 16 août 1835, l'étendard de l'insurrection fut planté dans les plaines de San-Iacinto, là où il devait triompher quelques mois plus tard. Au même moment, le général Cos passa le Rio del Norte, et la lutte commença.

Stephen Austin reparut alors au milieu de ses concitoyens; et dans une assemblée tenue à Brazoria le 8 septembre, il recommanda la réunion immédiate d'une convention générale de toute la province, et la discussion des bases d'une constitution. Son langage était encore empreint de cette modération qui accompagne presque toujours le début des révolutions. Il n'en fut pas longtemps ainsi; et ce même Austin se vit bientôt entraîné à des actes hostiles, à des résolutions compromettantes qui laissent tout rapprochement impossible. Informé des mouvements du général Cos, il ne tarda pas à les faire connaître au peuple par une circulaire; il ajouta que la ruine du Texas était décidée, et qu'il ne lui restait d'autre ressource que la guerre. Alors il s'établit à San-Felipe un comité de sûreté publique, qui prit aussitôt, par la force des choses, l'attitude d'un comité central. D'un bout à l'autre du Texas, des comités locaux s'organisèrent. Ce fut dans ce premier moment d'énergie patriotique qu'un détachement de la garnison de Bejar eut l'imprudence de s'avancer vers Gonzalès, sur les bords du Rio-Guadalupe, dont la population demanda du secours au comité de San-Felipe. Celui-ci dirigea sur le point menacé un petit nombre de volontaires, commandé par Austin. On en vint aux mains le 2 octobre, et les Texiens manœuvrèrent si bien leur unique canon, que le détachement mexicain se vit obligé de battre en retraite sur Bejar avec une perte de quelques hommes. Ce fut le premier engagement dans l'ouest du Texas. Le mouvement qui éclatait ici gagna tout le pays avec la rapidité de l'incendie. Les comités de Nacogdo-

ches et de San-Augustine levèrent des troupes et les mirent sous les ordres de Samuel Houston, dont le nom est désormais inséparable de la gloire du Texas. Les habitants de la Louisiane, apprenant la marche des Mexicains, organisèrent un comité pour correspondre avec le gouvernement provisoire des insurgés, pour recevoir des souscriptions, enrôler des volontaires. En peu de jours, deux compagnies armées et équipées, apportant 7,000 dollars, se mirent en marche pour se réunir aux Texiens, et concourir au succès de leur noble cause. Ceux-ci ne perdaient point le temps en vaines paroles. Hommes de résolution et d'action, ils prenaient audacieusement l'offensive avec un semblant d'armée, dont la faiblesse du chiffre est à peine croyable. Un de ces détachements s'empara tout d'abord du fort de Goliad, où il trouva de quoi armer 300 hommes, et des provisions pour une valeur de 10,000 dollars. Le 28 octobre, deux chefs d'insurgés, Fannin et Bowie, attaquèrent un parti de Mexicains bien supérieur en nombre, qui perdit 32 hommes et 1 canon. Le 3 novembre, les Mexicains furent encore battus, et le 8, le général Cos se vit assiégé dans Bejar.

Cependant les délégués de toutes les municipalités de la province, réunis à San-Felipe de Austin, se constituaient en *consultation générale*, sous la présidence de M. Archer. Cette assemblée adopta, le 7 novembre, une résolution qui n'était point une déclaration absolue d'indépendance. Elle s'en tenait encore à la constitution fédérale de 1824, et offrait son appui au Mexique pour reconquérir ses libertés. Toutefois, elle organisa un gouvernement provisoire, à la tête duquel elle mit un des colons les plus influents, M. Henri Smith, qui l'emporta de neuf voix sur son concurrent, le général Stephen Austin. Samuel Houston fut nommé major général de l'armée. Le 14 novembre, après une session de onze jours, la réunion termina ses travaux.

La grande affaire des insurgés était

le siège de Bejar, qui traînait en longueur. Le général Cos avait habilement profité de la disposition des lieux et de quelques grands bâtiments en pierre pour se retrancher à l'intérieur. L'officier qui commandait le siège était découragé; les volontaires, qui s'étaient rendus à l'armée comme à une partie de plaisir, ne l'étaient pas moins; ils n'avaient ni provisions ni habits d'hiver; la saison des pluies approchait; chaque jour plusieurs d'entre eux prenaient la route de leurs foyers. Le siège allait être levé, lorsqu'un homme se présente, et promet d'enlever la place si 300 braves prêts à mourir veulent le suivre. Milam, c'était le nom de cet intrépide officier, déjà célèbre dans le Texas par mainte aventure brillante, et l'un des héros de cette guerre, inspirait à ses camarades une confiance sans bornes; tous le suivirent, et la ville fut prise; mais deux jours avant la capitulation de la forteresse, ce nouveau Léonidas fut frappé d'une balle à la tête; il tomba comme enseveli dans son triomphe. Le 11 novembre, le général Cos, son état-major et 1,500 Mexicains défilèrent devant les restes de cette poignée d'insurgés, après avoir donné leur parole d'honneur de ne point s'opposer au rétablissement de la constitution fédérale. Pas un soldat mexicain ne restait au Texas à la fin de 1835.

Santa-Anna était à San-Luis-Potosi lorsqu'il apprit la chute de Bejar. Empressé de réparer cet affront, il hâta ses préparatifs militaires. Les Texiens, de leur côté, ne perdirent pas un moment pour réunir leurs moyens de défense. Nous allons raconter en peu de mots les événements de cette courte et décisive campagne, dont le résultat a consacré l'indépendance du Texas. Le 1^{er} février 1836, le général mexicain entra dans cette grande contrée à la tête de 6,000 hommes. L'armée d'invasion était divisée en trois corps. Les généraux Sesma, Filisola et Cos appartenaient au premier, chargé de reprendre Bejar; Urrea et Garay commandaient le second, dirigé contre

Goliad; le troisième était sous les ordres de Santa-Anna, sans destination précise. Bejar et Goliad étaient des villes espagnoles; de l'une et de l'autre partaient des routes aboutissant à un centre commun, au cœur des établissements anglo-américains, San-Filipe de Austin. Il y avait avantage à les prendre pour base des mouvements ultérieurs de l'armée. Soit par excès de confiance, soit par défaut de moyens, les Texiens avaient négligé de renforcer les garnisons de ces deux villes. Elles étaient faibles et très-insuffisantes. Le colonel Travis, commandant de la première, et qui n'avait que 180 hommes avec lui, se retira dans l'Alamo (la citadelle), qu'il défendit en héros contre les deux divisions de Cos et de Santa-Anna, fortes de 3,000 hommes et bien pourvues d'artillerie. Entouré de tous côtés, il fit pendant quinze jours une admirable résistance. Il avait écrit pendant le siège: « Si je succombe, la victoire coûtera si cher à l'ennemi que mieux vaudrait pour lui une défaite. » Une autre fois il ajoutait: « Si mes compatriotes ne viennent pas à mon secours, je suis décidé à périr en défendant la place, et mes ossements accuseront hautement l'indifférence de mon pays. » Le malheureux Travis ne fut pas secouru; 32 hommes seulement parvinrent à s'introduire dans l'Alamo. L'armée ennemie, au contraire, était plus que doublée depuis le commencement du siège. Santa-Anna, pressé d'en finir, donna, le 6 mars, l'ordre de l'assaut, bien qu'il fût convaincu qu'il allait lui coûter cher. Travis et les siens avaient promis de mourir sur la brèche: ils tinrent parole. L'Alamo fut pris; mais 1,500 Mexicains tombèrent sous les coups des assiégés; un seul de ceux-ci demanda quartier, et fut égorgé. « Encore une victoire pareille, dit Santa-Anna, et c'est fait de nous. »

Goliad n'avait point comme Bejar la ressource d'un fort pour arrêter l'ennemi; c'était une ville tout ouverte. Le colonel Fannin l'avait abandonnée, n'ayant avec lui que cinq cents

hommes, tandis que la division de Urrea en comptait dix-neuf cents. Attaqué dans la prairie, manquant de vivres et de munitions, il n'en soutint pas moins le choc pendant toute une journée avec un héroïque courage. Mais tout espoir de salut devenant impossible, il accueillit les propositions du général mexicain, et mit bas les armes aux conditions que lui et ses soldats seraient traités en prisonniers de guerre, et que les volontaires américains seraient embarqués pour la Nouvelle-Orléans aux frais du gouvernement mexicain. Ces conditions furent violées avec la plus abominable perfidie. Santa-Anna, qui se trouvait encore à Bejar, ordonna le massacre des prisonniers; et le 17 mars au matin, jour des Rameaux, ils furent tous, au nombre de près de quatre cents, égorgés non loin de Goliad, entre cette ville et la mer. Sur la tête de Santa-Anna pèse tout l'odieux de ce lâche assassinat. Ses généraux s'y opposaient, Urrea surtout; il étouffa leurs voix; lui seul le voulut; il signa la sentence de mort et la fit partir lui-même. Cet homme de sang espérait quelque chose de ce moyen de terreur; la Providence permit qu'il tournât contre lui. Loin de glacer les courages, ce crime fit naître dans tout le pays une soif ardente de vengeance. L'énergie des insurgés y puisa de nouvelles forces.

Ce fut à l'époque de ces désastres que la convention nationale, convoquée à Washington, sans se laisser intimider par la mauvaise fortune, répondit aux menaces du vainqueur par une déclaration de droits et par le cri définitif d'indépendance. Elle rédigea, ou plutôt elle improvisa une constitution dont nous donnerons bientôt une rapide analyse. Elle créa un pouvoir exécutif par *intérim*, et décréta toutes les mesures d'urgence que la gravité des circonstances réclamait.

Le Texas était alors dans un temps de préoccupations tristes et douloureuses. Son avenir se présentait sombre comme celui des vaincus. On voyait les progrès de l'invasion sans apercevoir les moyens de résistance. Il y avait

de l'enthousiasme, mais point d'organisation régulière. Le commandant en chef, Houston, n'arriva lui-même sur le Guadalupe que deux ou trois jours après la chute de l'Alamo, et n'y trouva que trois cents hommes. La prudence l'obligea de se replier d'abord sur le Colorado, puis sur le Brazos, et à continuer successivement son mouvement de retraite dans la direction de l'est, laissant à découvert San Felipe, que les habitants abandonnèrent après y avoir mis le feu. Cette tactique de Houston ne manquait pas d'habileté; en se repliant, il augmentait chaque jour sa petite armée de nouvelles recrues, tandis que le général mexicain en le poursuivant, laissait toujours quelques-uns des siens en arrière. Il paraît qu'en se rapprochant de la frontière des États-Unis, Houston comptait sur quelque secours du général Gaines, qui s'était avancé jusqu'à Nogodoches, sur le territoire texien, par ordre du président Jackson.

Attiré sur les pas d'un ennemi qui semblait redouter le combat, plein de confiance dans ses premiers succès, pénétrant dans le pays, comme pour en prendre possession après la victoire, Santa-Anna, parti de Bejar le 31 mars, se trouvait le 20 avril dans les plaines de San-Jacinto. Ce n'étaient plus des fuyards qu'il aperçut alors, c'était un petit corps de troupes, pas plus nombreux qu'un de nos bataillons d'infanterie, qui marchait résolument à sa rencontre. Houston le commandait en personne. Santa-Anna venait de recevoir un renfort de cinq cents hommes, sous les ordres du général Cos, ce qui portait ce qu'on appelait son armée à quinze cents hommes effectifs. Les Texiens n'en comptaient que sept cent quatre-vingt-trois, dont soixante et un cavaliers. La bataille entre ces ennemis acharnés eut lieu le 21 août. Les Texiens s'avancèrent dans un profond silence. Tout à coup Houston s'écria: Amis, souvenez-vous de l'Alamo. A ce cri de guerre, un feu terrible porte le désordre dans les rangs mexicains, qui sont aussitôt abordés à la baïonnette et culbutés.

« Dix-huit minutes après le commencement de l'attaque, dit le rapport officiel du général Houston, nous étions maîtres du camp de l'ennemi, de ses drapeaux, de ses équipages, de ses provisions, de ses armes, de ses bagages. » La déroute fut complète et le carnage fut grand : six cent trente Mexicains, dont un officier général, quatre colonels, restèrent sur la place ; deux cent quatre-vingts furent blessés, et sept cent trente faits prisonniers. Cette victoire ne coûta aux Texiens que deux hommes tués et vingt-trois blessés, dont six mortellement. Le colonel Lamar, depuis président de la république, commandait la cavalerie, et fit des miracles de bravoure.

Santa-Anna prit la fuite, et on le trouva le lendemain tout tremblant, caché dans de hautes herbes. Il fut découvert par un détachement de Texiens envoyés à la poursuite des fuyards. Il baisa la main du premier soldat qui se présenta, et chercha à les corrompre tous, en leur offrant de l'or et des bijoux. N'y pouvant parvenir, il se prit à pleurer. Conduit devant le général Houston, qui dormait au pied d'un arbre, la tête appuyée sur sa selle, il lui dit en espagnol : Je suis Antonio Lopez de Santa-Anna, président de la république mexicaine, et général en chef de l'armée d'opération. Puis laissant échapper une bouffée d'orgueil, il ajouta : Vous n'êtes pas né pour les choses ordinaires ; vous avez vaincu le *Napoléon de l'Ouest*. Il s'enquit avec anxiété du sort qu'on lui réservait, et chercha assez maladroitement à excuser les crimes et les massacres qui lui étaient reprochés. Il paraît que Houston se laissa aller à la pitié, et lui accorda sa protection. Il agissait ainsi en homme d'État qui cherche à tirer le meilleur parti des circonstances, et qui croit qu'un meurtre inutile est tout ce qu'il y a de plus mauvais en politique.

Il était facile de prévoir, d'après le système de modération adopté par le général et le gouvernement provisoire, qu'une convention avec Santa-Anna ne se ferait pas attendre. Déjà l'ordre

de se replier sur Bejar avait été donné par ce dernier. Peu de jours après, le 14 mai, deux traités, l'un patent, l'autre secret, furent signés à Velasco. L'article qui stipulait la mise en liberté du président mexicain rendit ces traités tout à fait impopulaires. L'armée surtout continuait à demander sa mort, en représaille du massacre de Goliad. Elle était également mécontente du gouvernement provisoire, dont elle se croyait négligée, et peu s'en fallut que l'officier qu'elle avait chargé de porter ses représentations à Velasco ne mit le gouvernement en prison. Le président allait être arrêté, lorsqu'il fut défendu par les citoyens de la ville, qui finirent par épargner un tel scandale aux vainqueurs de San-Jacinto. Toutefois, le gouvernement, trop faible pour braver l'opinion publique, prit le parti d'ajourner la sanction du traité, et de retenir Santa-Anna prisonnier. Cet homme, qui n'avait certes aucun droit à la bienveillance des Texiens, s'avisait de protester contre sa captivité et les privations qu'il endurait. Vraiment il était bien à plaindre de n'être pas aussi parfaitement traité que dans son palais de Mexico, lorsque les principaux personnages du Texas manquaient de tout. Le président Burnet lui répondit avec dignité : J'ai sacrifié à votre bien-être celui de ma famille malade ; si nous manquons de *comfort*, c'est à votre visite chez nous qu'il faut vous en prendre. Il nous paraît tout simple que vous souffriez un peu de nos maux.

Le vainqueur de Santa-Anna était en ce moment le héros du Texas. Son nom éclipsait tous les autres noms, même celui du fondateur de la nationalité texienne. Aussi Houston l'emporta-t-il sur Austin pour la présidence : il obtint trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq suffrages, trois mille de plus que son concurrent. Le colonel Lamar fut élu vice-président par un pareil nombre de votes. Cette réunion d'électeurs se déclara en même temps pour l'incorporation du Texas aux États-Unis. De puissants motifs

empêchèrent alors le cabinet de Washington de proposer au congrès une telle admission. Il craignit qu'elle ne détruisît l'équilibre entre les États agricoles du sud, qui maintiennent l'esclavage, et les États industriels du nord, qui le proscrivent. Toutefois, il reconnut l'indépendance du Texas. Celui-ci, mécontent d'avoir été repoussé par Van Buren, mit alors tout son orgueil à former une république séparée. Houston ne partageait pas un tel désir ; il persistait à rattacher le pays à l'Union américaine. Cette circonstance, ses différends avec le congrès, pour la disposition des terres nationales et l'organisation de la milice, son peu d'aptitude pour les affaires, son peu de goût pour le travail, ses habitudes sans dignité, firent promptement oublier de grands services. Il se dépopularisa plus encore, en ne tenant aucun compte de la résolution du congrès au sujet de Santa-Anna. Cette assemblée, à la suite d'un rapport remarquable (*), s'était prononcée contre la mise en liberté du président mexicain. Houston crut son honneur engagé à l'exécution du traité qu'il avait signé ; il fit conduire son prisonnier aux États-Unis. Cet acte, d'un loyal soldat, mais non d'un homme politique, mit le comble à son discrédit. Abandonné par l'opinion publique, lors des élections présidentielles de 1838, les suffrages se portèrent sur Mirabeau Lamar, partisan déclaré d'une séparation complète et d'une existence nationale indépendante. Le Texas crut de sa dignité de retirer sa demande et de rester lui-même. Il a montré qu'il avait la conscience de ce qu'il valait et l'intelligence de ses destinées futures. Sa constitution n'a pas demandé de profondes méditations. Nous avons vu qu'elle avait

(*) Les dernières lettres de ce rapport contiennent sur le caractère, la vie politique et la moralité de Santa-Anna des observations très-sévères et malheureusement très-justes : jamais peut-être le chef légal d'un gouvernement étranger n'a été l'objet d'une pareille critique dans un document public émané d'un autre gouvernement.

été improvisée par des Anglo-Américains. Elle devait donc ressembler à celles de la plupart des États de l'Union. Elle est purement démocratique ; le pouvoir exécutif est entre les mains d'un président, auquel on a laissé le moins de pouvoir possible. Il possède cependant le veto suspensif. Son traitement annuel est de dix mille dollars. Il est élu par tous les citoyens pour trois ans, et non immédiatement rééligible. La législature se compose de deux chambres : un sénat, renouvelé tous les trois ans, ayant à sa tête le vice-président de la république, une chambre des représentants, renouvelée tous les ans. Ces deux chambres gouvernent, dans toute l'étendue du mot, et nomment à la plupart des places. Leurs membres reçoivent une indemnité, et ne peuvent occuper de fonctions salariées. A leur tour, les ministres des différents cultes ne peuvent remplir de fonctions législatives. Le pouvoir judiciaire réside dans une cour suprême et dans une cour de justice appliquant les lois anglaises, provisoirement en vigueur. L'institution du jury et la liberté des cultes se trouvent écrites dans cette constitution à côté de l'esclavage à perpétuité.

Il faut nous arrêter à cette partie de l'histoire du Texas ; le moment n'est pas venu d'en écrire la suite. Nous laissons cette grande contrée triomphante de ses ennemis, indépendante et libre, développant son organisation politique et tous les éléments de sa prospérité. Le temps et l'espace sont pour elle : l'Europe a déjà su prévoir les destinées qui l'attendent, et la France a été la première à les deviner. Elle a signé avec ce nouvel État, le 25 septembre 1839, un traité de commerce et de navigation. Ce bon exemple a été suivi par la Hollande et la Belgique, et dernièrement par l'Angleterre.

C'est à cette dernière puissance que le Texas paraît avoir eu recours pour amener le Mexique à reconnaître son indépendance. La Grande-Bretagne, fidèle à sa politique, a profité de cette circonstance pour se donner un nou-

veau débiteur, plus solvable que le premier. Créancière du Mexique, elle a stipulé que dans le cas d'un traité de paix dû à sa médiation, le Texas prendrait à sa charge un million de livres sterling de la dette étrangère mexicaine. Cette circonstance explique l'empressement du Texas à contracter un emprunt, devenu pour lui une nécessité d'autant plus impérieuse que ses dépenses et l'intérêt de sa propre dette excèdent ses revenus. Il est dans cet état de transition où le présent doit s'engager pour assurer l'avenir. Son papier-monnaie, créé pour remédier à la pénurie des espèces métalliques et à la difficulté des transactions, bien qu'hypothéqué sur les terres de l'État, est fort déprécié. Les principales ressources du gouvernement se trouvent dans la vente d'immenses terrains et dans le produit des douanes. Ce produit était, en 1838, de 1,390,670 fr.; en 1839, de 1,950,000 fr.; et en 1840, de 2,930,000 fr. Un tel mouvement progressif vient en preuve de l'essor rapide de l'agriculture et du commerce, et du merveilleux accroissement de la population : elle augmente dans une proportion qui dépasse tout ce qu'on a vu jusqu'ici. Le flot d'émigrants qui arrive chaque année sur le sol texien ne saurait désormais s'arrêter; mais, comme il se répand inégalement sur une immense surface, aucun recensement ne pourra s'exécuter de longtemps avec quelque degré d'exactitude (*). Cet accroissement, qui dépasse toutes les prévisions, a permis au gouvernement de cesser, à partir de 1841, l'encouragement qu'il avait jusqu'alors accordé aux émigrants. La constitution assurait à chacun d'eux, après un séjour de six mois, la possession de cent

(*) Sans adopter entièrement le chiffre donné dans un aperçu statistique sur le Texas dernièrement publié, nous croyons qu'on peut porter sa population pour 1841 à 350,000 âmes : elle n'était que de 900,000 au commencement du siècle, et de 70,000 environ à l'époque de la déclaration d'indépendance.

vingt-deux hectares et demi de terres. Cette libéralité n'est plus nécessaire.

Le Texas, comme Rome dans ses premiers temps, n'a pas assez de femmes; toutefois, cette disproportion entre les deux sexes tend chaque jour à disparaître. Les Américaines redoutaient de s'allier à de rudes défricheurs de terres, qu'on appelait des aventuriers sans patrie. Aujourd'hui ces aventuriers ne sont plus pour elles des hommes sans existence politique. La victoire les a réhabilités aux yeux du monde, et des épouses viennent avec orgueil partager la fortune des fondateurs d'une grande république.

Devant eux se dispersent les tribus sauvages dont les ancêtres faisaient trembler les premiers colons : les Cusahates, qui s'étendaient jusqu'à la Louisiane, les Lapans, qui occupaient les bords du Rio-Grande, ont totalement disparu; et les Comanches eux-mêmes, ces féroces ennemis de la civilisation, sont allés grossir cette bande de peaux rouges que la civilisation a chassées devant elle. Le Texas leur jette un défi en plaçant sa capitale à l'extrémité des terres cultivées, et comme aux frontières de leurs solitudes. Eux, redoutant une lutte inégale, ont rapproché leurs tentes de Santa-Fé; c'est au nouveau Mexique à les craindre aujourd'hui.

Le Texas et sa révolution nous ont longtemps arrêtés. Pour cette révolution, notre sympathie est grande, car elle n'a point à rougir devant le monde, car elle s'est montrée pleine de modération et désireuse de toute transaction raisonnable à son origine, brillante de courage sur les champs de bataille, noble et généreuse après le combat. Elle peut être fière de son drapeau. Il nous en coûte de nous arracher à un tel spectacle, de quitter un pays où règnent une industrieuse activité, l'amour de l'ordre et de la liberté, une foi vive dans l'avenir, un sentiment religieux aussi tolérant que profond, pour retourner au milieu de ces luttes mexicaines si tristes, si personnelles, si dépourvues de patriotisme et de grandeur.

Les Texiens comptaient bien sur cette situation politique de leurs ennemis et sur le caractère des partis qui les divisaient, lorsqu'ils avaient rendu la liberté à Santa-Anna. Ils regardaient cet homme au milieu de ses compatriotes comme un élément de discorde, et la guerre intérieure au Mexique comme un gage de tranquillité. Toutefois, ils se trompaient sur l'influence de l'ex-président; sa popularité s'était évanouie avec le prestige de sa gloire militaire. Bien informé de cette disposition des esprits à son arrivée à la Vera-Cruz, il se hâta d'aller cacher sa honte dans une de ses terres, après avoir fait parvenir au gouvernement central des déclarations très-pacifiques. Il put se convaincre, quelques jours après, à quel point il était abandonné. Lors de l'élection pour la présidence, il n'obtint que cinq suffrages, tandis que Bustamente en réunit cinquante-sept, Bravo cinquante-cinq, et Alaman quarante-cinq.

Bustamente signala son installation par un manifeste belliqueux. Il promit de venger la patrie de ses derniers revers, de rétablir l'intégrité du territoire, ou de succomber dans les champs du Texas. « Pour accomplir une telle mission, disait-il, je me suis arraché aux douceurs d'une vie tranquille en Europe, et j'accepte avec empressement la première magistrature de mon pays. » Puis venaient les lieux communs, les protestations de civisme, de respect pour la légalité, pour les chambres, pour le peuple souverain, cortège obligé de semblables harangues.

C'était une rude tâche que prenait Bustamente, car les affaires du Texas n'étaient pas les seuls embarras du Mexique. La Californie s'agitait aussi pour son indépendance. Une autre insurrection en faveur de la constitution fédérale était en progrès à San-Luis de Potosi; un beau nom, celui de Moctezuma, s'était rangé du côté des insurgés. Ces deux révoltes, arrêtées à temps, n'amènèrent aucun nouveau démembrement. Une troisième insurrection dans le Nouveau-Mexique

fut plus heureuse. Les Indiens y prirent part. Des troupes envoyées pour la combattre se rangèrent sous son drapeau, qui entra vainqueur à Santa-Fé, dont un colonel, Gonzalez, chef de ce mouvement, fut nommé gouverneur. On remarquait encore dans le Yucatan des symptômes de mécontentement. On s'y préparait à une scission et tout faisait présumer que l'indépendance ne tarderait pas à être proclamée les armes à la main.

Occupé à se défendre sur tant de points, il fut impossible au président de diriger contre le Texas aucune opération sérieuse. Quelques bataillons vinrent, il est vrai, parader un moment sur ses frontières; ils se retirèrent sans les dépasser. Le Mexique était trop épuisé et trop tourmenté dans son intérieur pour entreprendre une guerre d'invasion. Sa marine ne fit pas mieux. Envoyée sur les côtes du Texas pour les surveiller, elle s'y empara d'un transport de la Nouvelle-Orléans, chargé d'armes et de munitions pour Galveston. La croisière des États-Unis prit fait et cause pour le bâtiment capturé; une de ses corvettes attaqua par représailles un brick mexicain qui fut forcé d'amener son pavillon, et envoyé à Pensacola. Le cabinet de Mexico adressa de vives remontrances au cabinet de Washington, qui, lui, se plaignit à son tour des avanies, des pertes, des confiscations que les Américains éprouvaient au Mexique. L'affaire du brick s'arrangea, mais la question beaucoup plus grave des indemnités fut réservée.

Cette question n'était point particulière aux États-Unis. D'autres plaintes s'élevaient pour les mêmes causes. Entre les plus légitimes, celles de la France étaient en première ligne. Les Français établis au Mexique souffraient depuis longtemps de cette haine jalouse que le Mexicain fait néant nourrir contre l'étranger qui porte chez lui son industrie. Pour appuyer ses réclamations, la France fit partir de Brest une escadre chargée de croiser devant la Vera-Cruz et les autres ports du golfe. Son attitude n'avait cependant rien d'hostile;

elle montrait, au contraire, la patience de la force, et supportait, dans des vues toutes pacifiques, les formes tortueuses, les dénégations mensongères et les lenteurs calculées d'un cabinet astucieux. Toutefois, cette généreuse longanimité devait avoir un terme. Le moment de parler haut était venu. Le baron Deffaudis fut chargé de signifier au gouvernement mexicain l'*ultimatum* de la France. Ce document résume les principaux griefs de cette puissance. De lâches assassinats y sont d'abord signalés; on voit à Atencoigo, en 1833, des Français, jouissant de l'estime générale, exerçant une industrie utile au pays, égorgés, coupés par morceaux au cri de *Meurent les étrangers*, et les auteurs de ce crime restent impunis; à Tampico, d'autres Français sont traqués dans une cour et tués à coups de fusil en présence d'officiers applaudissant à ce massacre; un autre encore condamné sans aucune preuve par un juge de la capitale à dix ans de présides, sur un simple soupçon d'homicide; à Colima, un médecin de la même nation attaqué en pleine rue, et percé de coups d'épée par un colonel Pardo, le commandant même de la place, auquel il avait refusé de prêter quelque argent. Puis viennent les pillages, les destructions de propriétés, les emprunts forcés, les confiscations de cargaisons, les fermetures d'établissements industriels, les exils, les emprisonnements arbitraires; longue suite d'avaries exercées contre les négociants français établis au Mexique.

De semblables crimes exigeaient une éclatante réparation. Six cent mille dollars furent réclamés dans le même *ultimatum* à titre d'indemnité; on y demandait également la destitution et la punition des officiers et magistrats coupables envers les Français, et pour ceux-ci le droit que leur garantissaient les traités antérieurs, de s'établir sur tout le territoire de la république, d'y faire librement le commerce de détail; l'exemption des impôts extraordinaires de guerre et de tous emprunts forcés, auxquels ils avaient été soumis

contrairement aux conventions qui réglaient les rapports des deux États.

Ces demandes pleines de modération furent repoussées avec hauteur. Le gouvernement mexicain, fidèle à son système dilatoire, voulait trainer les négociations en longueur. Le temps était pour lui le meilleur des auxiliaires. Il lui donnait pour alliées les tempêtes du nord et la fièvre jaune qui ne le servaient que trop bien. L'escadre, commandée par le capitaine Bazoche, eut à souffrir du scorbut, déterminé par la privation d'eau douce, de vivres frais, par la nécessité de laver le linge à l'eau de mer et par le plus pénible des services sur une côte brûlante. La fièvre jaune y fit aussi de cruels ravages. *L'Iphigénie* perdit quarante-cinq matelots et cinq officiers; *l'Herminie* ne fut pas plus épargnée; et si proportionnellement elle eut moins de morts, elle compta plus de malades: il en fut ainsi des autres bâtiments. Sur la terre de Sacrificios reposent pour toujours ces nombreuses victimes du fléau, ces jeunes Français qui rêvaient, en quittant le sol natal, la gloire pour leur nom et le champ de bataille pour lit mortuaire. Là s'élève une pyramide en pierre où leurs noms sont gravés. Des croix de bois indiquent la place que chacun d'eux occupe; un mur entoure ce dernier asile, placé sous la sauvegarde de la religion (*).

Malgré les ravages de l'épidémie et les plus dures privations, l'escadre ac-

(*) Ce petit îlot à base de coraux, de madrépores et de sable apporté par les vents et les marées, s'élève dans le voisinage de Saint-Jean d'Ulloa. On l'aperçoit à une lieue environ à gauche de la forteresse. Sa surface est aride, rocailleuse; on y remarque quelques roseaux jaunés par un soleil ardent, de rares nopals et de plus rares aloès, ainsi qu'une mare d'eau saumâtre. Ce banc de sable à cause de sa désolation et de son aspect lugubre, avait paru aux indigènes un lieu propre aux sacrifices humains. Grijalva qui le découvrit y aperçut des traces récentes de cet horrible culte, ce qui l'engagea à lui donner le nom qu'il porte encore aujourd'hui.

complissait sa mission avec un zèle soutenu. De son côté, le gouvernement mexicain mettait tout en œuvre pour intéresser l'orgueil national; un violent manifeste du président appelait tous les citoyens à défendre la dignité et l'honneur du pays. Il se plaignait amèrement des exigences de la France au sujet de l'indemnité, des destitutions de fonctionnaires et des autres concessions demandées; il s'adressait au patriotisme des masses pour repousser un ennemi puissant, et ne dissimulait point les périls de la situation.

Ce manifeste, c'était la guerre. Le congrès se réunit, et le ministre des finances, en rappelant devant cette assemblée les efforts de M. Canning pour assurer l'indépendance du Mexique, exprima le regret de ne pas voir l'alliance de la Grande-Bretagne et de la république se resserrer en présence des événements actuels. C'était uniquement de ce côté que le Mexique attendait protection; et comme son intérêt était d'accord avec celui du commerce britannique, l'intervention anglaise devenait des lors chose probable.

Cependant le temps fixé par l'*ultimatum* s'était écoulé sans que satisfaction eût été donnée à la France, tous les ports de la république furent déclarés en état de blocus. Les exaltés du congrès, dans un premier moment d'effervescence, proposèrent l'expulsion de tous les Français, mesure qui ne fut point repoussée, mais seulement ajournée; aussi ceux qu'elle concernait, redoutant les excès de la populace et la faiblesse du gouvernement, s'empressèrent-ils d'adresser aux consuls de France l'inventaire de leurs propriétés s'élevant à onze millions de dollars. Tout prit au Mexique un aspect guerrier: on fortifia les points vulnérables de la côte, on réunit quelques troupes dans les environs de la Vera Cruz, et l'on jeta une garnison de cinq cents hommes dans le fort de Saint-Jean d'Ulloa, défendu par une nombreuse artillerie. Ces grands préparatifs se faisaient contre une esca-

dre de deux frégates de soixante canons, huit bricks et une corvette. Les soldats mexicains prirent l'initiative des hostilités en blessant, le 25 juillet, devant Tampico, quelques hommes de *l'Éclipse*, au moment où le brick français s'opposait au passage d'une goëlette ennemie qui essayait d'échapper à la vigilance des croiseurs.

Le blocus continuait depuis plusieurs mois sans d'autres résultats que d'appauvrir les douanes mexicaines, de gêner le commerce des neutres et d'exposer les bâtiments français à la funeste influence du climat. Pendant tout ce temps la fièvre jaune ne cessa de sévir. La faiblesse de la division française l'empêchait de rien entreprendre d'important, surtout contre Saint-Jean d'Ulloa. Un conseil tenu à bord du commandant décida que l'attaque de cette forteresse serait prématurée. Ce fut alors que le brick *le Cuirassier* ramena en France le baron Deffaudis, le ministre de France, et qu'immédiatement après le retour de ce diplomate, le cabinet des Tuileries résolut d'envoyer au Mexique une nouvelle expédition, dont il confia le commandement au contre-amiral Charles Baudin, avec ordre d'adresser une dernière sommation au gouvernement mexicain, et, sur son refus de faire droit aux réclamations de la France, d'attaquer Saint-Jean d'Ulloa et de s'emparer à tout prix de cette formidable position.

Le 31 août 1838, la rade de Brest présentait un spectacle animé: la frégate *la Néréide*, de cinquante canons, commandée par M. Turpin, capitaine de vaisseau; la corvette *la Créole*, de vingt-quatre canons, sous les ordres du prince de Joinville; les bricks *le Cuirassier* et *le Phaéton*, achevaient les préparatifs du départ. On embarquait trois cents artilleurs de marine, vingt-cinq soldats du génie, et tout ce que nécessite un armement de guerre. Le 9 septembre cette division relâchait à Cadix, où elle ralliait les frégates *la Gloire*, *la Médée*, quelques bricks et un bâtiment à vapeur; et dans les derniers jours d'octobre, elle se trouvait